Francophonies d'Amérique

Majorité ou minorité? L'identité des jeunes Québécois

Madeleine Gauthier

Numéro 12, automne 2001

Jeunesse et société francophone minoritaire en mouvance

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005154ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005154ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)
1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gauthier, M. (2001). Majorité ou minorité? L'identité des jeunes Québécois. *Francophonies d'Amérique*, (12), 153–161. <https://doi.org/10.7202/1005154ar>

CLÔTURE DU COLLOQUE

MAJORITÉ OU MINORITÉ ? L'IDENTITÉ DES JEUNES QUÉBÉCOIS

Madeleine Gauthier
INRS — Urbanisation, Culture et Société

Les jeunes Québécois se définissent-ils comme minoritaires ou comme majoritaires ? Se poser cette question, c'est se demander si les jeunes Québécois se représentent comme Canadiens ou comme Québécois. C'est se demander aussi quel est l'élément déterminant de la construction de l'identité collective au Canada, au Québec et par rapport au reste du monde. Quelle place occupe la langue chez les uns et chez les autres ? D'autres éléments spécifiques – l'attachement au territoire, les valeurs, les aspirations, la religion, l'appartenance à des réseaux transfrontaliers, par exemple – contribuent-ils aussi à la formation de l'identité ou viennent-ils renforcer la place importante attribuée à la langue dans le contexte canadien ? Ces attributs ne rendent-ils pas la question identitaire plus complexe que ne le laisse entendre l'opposition classique entre minorité et majorité dont il est question ici ?

Les travaux sur l'identité, s'ils font la distinction entre identité individuelle et identité collective, reconnaissent tous que la notion se définit dans un rapport à l'autre, que l'autre soit un individu ou un groupe, rapport qui contribue à marquer les similitudes, mais le plus souvent, les différences. L'importance de ce rapport est tel que certains auteurs iront jusqu'à soutenir que c'est « plutôt par la reconnaissance que les autres ont de notre identité, par les intentions ou les qualités qu'ils nous attribuent, etc. » que se construit l'identité individuelle autant que collective (Pizzorno, 2000, p. 139). La force de la reconnaissance, selon cette approche, imposera sa marque dans la représentation qu'on a de soi et, en conséquence, dans les manières d'agir.

Si la notion d'identité peut être relative à la position occupée par rapport « à l'autre », elle n'a cependant rien de relatif en ce qui concerne les attitudes et les comportements qui découlent de cette représentation de soi. Selon qu'on se considère comme plus ou moins « déterminé » par les structures ou les institutions ou que, dans la définition de soi, l'individu ou le groupe perçoit une certaine marge de manœuvre, l'attitude ne sera pas la même.

Dans cette définition de soi comme individu ou comme collectivité, on reconnaît ici le rôle des représentations qui sont autant de guides pour l'action (Moscovici, 1998).

Comment se pose cette question de la représentation identitaire pour les jeunes Québécois ? On peut supposer qu'ils participent de l'affirmation du Québec comme majorité francophone au Canada, en particulier depuis la Révolution tranquille, avec des aspirations tantôt à l'égalité ou à l'indépendance, tantôt à la souveraineté, tantôt à la reconnaissance comme « société distincte », l'une ou l'autre de ces options ayant des conséquences tant dans l'image que les Québécois ont d'eux-mêmes que dans celle que les autres leur reconnaissent ailleurs au Canada, y compris les groupes francophones des autres provinces. Peu de travaux de nature empirique prennent cependant en compte l'« âge » dans la définition de l'identité des Québécois. Quelques études récentes permettent tout au plus de tracer ce que pourraient être les jalons d'une recherche plus approfondie de la question en ce qui regarde les jeunes. Cette recherche serait d'autant plus pertinente que l'« effet d'âge » est particulièrement important en ce qui concerne les jeunes : les goûts, les intérêts changent avec l'âge, mais encore plus, l'importance « de l'autre » et « des autres » se fait fortement sentir à ce moment clé de la formation de l'identité. Il faut aussi se demander de « quels jeunes » il s'agit lorsqu'on en parle, tant la jeunesse s'est modifiée et s'est diversifiée au cours des dernières décennies (Gauthier, 2000a, p. 23-32). Il sera question ici des jeunes en transition vers l'âge adulte.

Quelques résultats de recherche ou de sondage seront mis à contribution pour illustrer la représentation que se font les jeunes Québécois de leur identité collective. À cette information qui présente le point de vue des jeunes eux-mêmes s'ajouteront des données d'enquêtes grâce auxquelles nous vérifierons, dans un deuxième temps, si les statistiques permettent de confirmer certaines différences entre les Québécois et les autres jeunes Canadiens.

La représentation identitaire des jeunes Québécois

Parmi les rares études sur les représentations que les jeunes Québécois se font de leur identité collective, il s'en trouve quelques-unes sur le sentiment d'appartenance dans le cas des études sur la migration (appartenance à un lieu, un territoire); on dispose aussi de quelques sondages sur les mêmes questions et sur l'attachement à la langue. Même si ces études sont peu nombreuses, elles indiquent pourtant une évolution au cours des dernières décennies.

Il y a d'abord le sondage national sur la représentation de l'avenir des jeunes Canadiens de 18 à 25 ans (« Destination 2025 ») qui fait ressortir la spécificité des réponses des jeunes au Québec. Effectué par les maisons Environics Research Group et CROP pour le Conseil pour l'unité canadienne, ce sondage montre à l'évidence que les jeunes Québécois n'ont pas le même rapport à ce qui définit l'identité collective que les jeunes du reste du Canada.

Ainsi, aux questions qui permettaient de rendre compte du sentiment personnel d'identité à travers les notions de nation, de langue, de région, d'appartenance ethnique, de race et de religion, les Québécois ont très majoritairement (82 %) répondu que la langue constituait l'élément le plus important « pour la définition de leur identité ». Dans les autres provinces, c'est la nation qui joue ce rôle, bien que dans une proportion plus faible que celle pour la langue au Québec. Le sondage ne fait cependant pas de différence entre les groupes linguistiques dans chacune des provinces. L'étude de Roger Bernard effectuée dix ans plus tôt concluait : « en général, par rapport aux jeunes Canadiens français, les jeunes Québécois considèrent que la langue française est encore plus importante » (1991, p. 208). Ce qui peut étonner ici, c'est le maintien de l'attachement à la langue comme épine dorsale de l'identité collective pour les jeunes Québécois. Une question semblable posée en 1978 à des élèves du secondaire et du collégial recevait entre 80 % et 86 % d'assentiment au secondaire et de 86 % à 93 % au collégial. Une autre enquête réalisée en 1990 a donné des résultats semblables (voir Dussault, 1995).

C'est par ailleurs au Québec que les 15-24 ans sont parmi les plus nombreux à dire parler les deux langues officielles. Les jeunes Québécois savent que l'anglais est devenu une langue instrumentale et qu'ils peuvent difficilement s'en passer dans leurs activités professionnelles, ce qui, parfois, n'est pas sans causer quelques inquiétudes, en particulier à Montréal. Pourrait-il y avoir dérive ? Chaque génération ne manque pas de se demander si l'écoute de la chanson populaire en anglais, dont la popularité est constante d'une enquête à l'autre, n'entraînera pas un déclin de l'attachement à la langue française. *L'Enquête sur les pratiques culturelles au Québec* effectuée périodiquement par le ministère de la Culture et des Communications du Québec depuis 1979 montre en effet que l'anglais demeure la langue d'écoute musicale préférée des jeunes. On explique cet engouement par le rythme de cette musique et la variété des styles. À partir de 25 ans, les goûts changent et l'écoute de la musique dans les deux langues en proportion égale devient plus élevée que celle en langue anglaise uniquement. Les filles sont plus nombreuses à se tourner vers un palmarès musical dans les deux langues à parts égales et, dans une proportion légèrement supérieure, vers l'écoute exclusive de chansons en français (référence aux enquêtes de 1989 et 1999 dans Boily, Duval et Gauthier, 2000, p. 50-51). Dans une enquête par entrevue, un jeune expliquera l'engouement pour la musique anglophone par sa variété, avouant, et c'est là qu'il dévoile le pot aux roses : « Je ne comprends pas les paroles, dit-il, ça doit être pour ça » (Boily, 2000, p. 41). Ce qui est attribué ici à la langue ou au fait d'une identité de minoritaires relève peut-être tout simplement d'un « effet d'âge ». Ce ne serait cependant pas le cas dans les minorités francophones des autres provinces où les médias de langue anglaise prédominent (Bernard, 1991, p. 170-179).

Quant à l'idée de nation, qui arrive au deuxième rang et à égalité avec celle de territoire dans la définition de l'identité, le sondage Environics-CROP l'associe à la mondialisation. Jocelyn Létourneau fait de même lorsqu'il

propose quelques hypothèses en se fondant sur l'analyse de dissertations effectuées par des élèves et des étudiants de divers horizons, en réponse à la question identitaire en contexte de mondialisation. « Elle [la nation] est ce par quoi le jeune a l'impression d'obtenir reconnaissance dans le monde, dit-il, ce par quoi il a le sentiment d'*avoir été choisi*, c'est-à-dire d'être sorti de l'obscurité, de l'indifférence ou, en tout cas, de ne pas appartenir à l'univers de la banalité. À vrai dire, c'est dans la nation et par elle que le jeune a la présomption de venir au monde et l'espoir d'accéder à l'universel » (Jewsiewicki et Létourneau, 1998, p. 412-413).

Lorsqu'ils se projettent dans l'avenir, soit en 2025 comme on le leur demandait dans le sondage Environics-CROP, les jeunes Québécois accordent tout autant d'importance à la question de la langue et ceux du reste du Canada, plus d'importance encore à celle de nation. On peut même se demander si la position forte des jeunes Québécois à l'égard de la langue ne pousserait pas les jeunes des autres provinces à s'inquiéter de l'avenir de la nation canadienne. Le sondage ne donne pas cette explication mais en propose une qui rejoint les propos de Létourneau :

On observe une prédominance de l'élément « nation », compte tenu de toutes les théories qui ont été avancées ces dernières années à propos du déclin du concept d'État-nation et de la disparition des frontières nationales. Malgré la mondialisation, environ trois quarts des jeunes Canadiens pensent que la « nation » constituera un élément important de la définition de notre société en 2025 (p. 4).

Ce sondage révèle par ailleurs qu'il y a des différences à l'intérieur du Québec même : dans la définition de la société en 2025, « les répondants de Montréal sont plus nombreux qu'ailleurs dans la province à accorder de l'importance à des éléments comme l'appartenance ethnique, la religion et la race ».

Le sondage du Groupe de recherche sur la migration des jeunes (groupe affilié à l'Observatoire jeunes et société) montre un attachement important des jeunes Québécois au territoire, ce qui vient confirmer les résultats du sondage Environics-CROP. Quand on leur a demandé s'ils retourneraient dans leur région d'origine si les circonstances s'y prêtaient, une majorité parmi les 5 518 répondants au sondage sur la migration interne ont répondu affirmativement. Ils ont une représentation positive de leur lieu d'origine et un attachement certain à leur famille tout d'abord (Gauthier, Molgat et Côté, 2001), mais aussi à un territoire qui n'est pas nécessairement la localité d'origine, mais plus particulièrement la région administrative où ils auraient le plus de possibilités de trouver réponse à leurs aspirations après des études à l'extérieur tout en demeurant à proximité de la famille.

Des entrevues réalisées auprès de migrants par le même groupe de recherche et analysées par Stéphanie Garneau (2000) révèlent deux types d'attachement au territoire. Il y a ceux qui l'ont quitté et qui, avec le temps, ont fini par s'identifier au nouveau milieu social où ils se trouvent. Ceux-là ont développé ce que l'auteure a nommé la *symbolique du terroir*. Se

désaffiliant de l'espace social de leur lieu d'origine, ils conservent néanmoins la symbolique de l'espace physique et naturel comme partie de leur histoire personnelle. D'autres migrants, qu'elle nomme les *nostalgiques*, auraient continué de se sentir appartenir à leur lieu d'origine et nourriraient le désir d'y retourner si l'occasion se présentait.

Un autre indicateur de l'attachement au territoire se présente actuellement de façon fort convaincante : l'accroissement du nombre de groupes de jeunes qui s'intéressent à la vie régionale. Après onze ans d'existence, le mouvement communautaire *Place aux jeunes*, qui a comme objectif de maintenir un lien entre les jeunes qui sont partis pour étudier et leur région, compte maintenant 75 sections réparties sur tout le territoire québécois. Le colloque d'avril 2001 du groupe AJIRR (Avenir des jeunes innovateurs regroupés en région) a réuni, à Mont-Laurier, plus de 300 jeunes de moins de trente ans. Il était organisé par *Jeunes en tête*, « un organisme à but non lucratif qui a pour mission de défendre l'intérêt des jeunes adultes [...] et de promouvoir leur participation à la vie politique, économique et sociale de leur collectivité. Formé il y a deux ans, il compte déjà environ 200 membres ». Encore faut-il parler des Forums-jeunesse régionaux qui ont attiré l'attention lors du Sommet du Québec et de la jeunesse du 22 au 24 février 2000 (Gauthier, 2000b, p. 134-135).

L'attachement actuel à la région se situe dans le prolongement de ce qu'Uli Locher observait une dizaine d'années auparavant. Les jeunes Québécois voient très majoritairement leur avenir au Québec, que ce soit dans la poursuite de leurs études ou dans le travail, même si à Montréal la proportion est la plus basse (74,2 % pour le lieu de travail prévu par les répondants) (1993, p. 19-20). Mais cette proportion dépasse ce que Roger Bernard constatait à la même époque chez les jeunes Canadiens français; selon ses observations, 72,3 % d'entre eux voyaient leur avenir dans leur province d'origine (1991, p. 151).

Cet intérêt pour la vie régionale s'exprime en même temps qu'un autre qui n'est pas moins grand : l'intérêt pour la mondialisation. Les jeunes Québécois ont été aussi très actifs au Sommet des Amériques à Québec en avril 2001. Leurs relations avec des organisations internationales étaient déjà manifestes lors du Sommet parallèle organisé pendant le Sommet du Québec et de la jeunesse de février 2000. Les jeunes Québécois partagent avec les jeunes du reste du monde un intérêt certain pour la préservation de la planète, les idéaux de paix et de liberté. Ils sont bilingues et maintenant, leurs curriculums vitae font souvent état de la connaissance d'une troisième langue. Le sentiment d'appartenance et l'ouverture au monde ne seraient pas des sentiments contradictoires. Il est possible de constater que l'ambivalence des jeunes Québécois, ambivalence par rapport à leur double statut de minoritaires et de majoritaires, en fait des citoyens enracinés qui n'hésitent pas cependant à chercher des alliances ailleurs dans le monde pour défendre ce à quoi ils tiennent le plus.

Les études sur les représentations de l'identité collective ne dépassent probablement pas beaucoup celles qui viennent d'être mentionnées. D'autres questions ont retenu l'attention des chercheurs. Par ailleurs, dans les études sur la question identitaire, l'âge n'est généralement pas pris en compte. L'intérêt a sans doute moins porté, au cours des dernières années, sur le caractère identitaire des jeunes Québécois que sur leur « pluralité ». C'est en effet aux questions d'immigration et de pluralisme de la société québécoise (à Montréal 67 % de la population est de langue maternelle française, 14,3 % de langue maternelle anglaise et 18,8 % d'origine linguistique autre) que les chercheurs se sont plutôt attardés, sans compter tout ce qui entoure la notion de citoyenneté qui gomme à toutes fins pratiques des notions comme celle d'ethnicité ou de nation. La préoccupation du Québec d'être une société « inclusive » indique à la fois un réflexe de majoritaires, mais aussi une insécurité de minoritaires devant la menace de l'afflux de ces autres qu'on souhaite plutôt intégrer.

Les représentations identitaires à l'épreuve des faits

Ainsi, dans les sondages, on a pu observer des différences entre les jeunes Québécois et les jeunes Canadiens dans les représentations qu'ils se font d'eux-mêmes. Ces différences ne sont-elles que de l'ordre des représentations ou se manifestent-elles d'autres manières ? L'Observatoire jeunes et société s'est donné comme mandat de dresser un portrait de la jeunesse québécoise, d'en suivre les tendances et d'en voir les ressemblances et les différences avec toutes les jeunesses du monde. L'entreprise est de taille mais elle bénéficie de la collaboration d'un réseau de chercheurs québécois, canadiens, étrangers; avouons cependant que la collaboration internationale a toujours été plus forte que la collaboration à l'échelle canadienne.

Le cumul des données est en train de devenir important et, pour en rendre la diffusion possible, l'Observatoire jeunes et société est à mettre en place divers instruments : veille stratégique; site Web; suivi systématique de certains thèmes, tant du point de vue des statistiques que du point de vue des travaux de recherche; recherche originale sur les questions qui sont moins souvent traitées. Tout cela dans l'optique particulière d'une sociologie de l'action où le point de vue de l'acteur et ses stratégies sont examinés dans leur contexte et dans l'interaction avec ce contexte. Quelques statistiques et quelques résultats de recherche, qui étonnent parfois, amènent les chercheurs à se demander si les caractéristiques de la jeunesse québécoise lui sont propres ou si elles sont le fait de toute la jeunesse canadienne (Duval et Molgat, à paraître). Des différences se font pourtant sentir. À la suite d'un sondage, en 1987, Donald Posterski et Réginald Bibby n'hésitaient pas à dire : « Les jeunes du Québec ont un profil bien distinct » (1987, p. 8). Ces différences, selon eux, ne tiennent pas qu'à la langue mais aussi à des attitudes et à une vision du monde différente.

Ainsi, en ce qui concerne la fréquentation scolaire, les jeunes Québécois présentent un profil quelque peu différent de celui des autres provinces. Il faut cependant être très prudent en ce domaine, puisque les systèmes scolaires sont fort différents. La compilation de Statistique Canada en 1996 indique cependant que c'est au Québec que le taux de scolarisation au secondaire est le plus bas du Canada – les statistiques récentes montreraient probablement un changement dans ce profil –, mais en même temps, si on additionne les taux de scolarisation au collégial et à l'université, le Québec détiendrait le plus haut taux au Canada (31,8 %). Tous ordres d'enseignement confondus, le Québec arrive après l'Ontario, en raison des taux de décrochage au secondaire. Une équipe rattachée à l'Observatoire se penche en ce moment sur cette question, non dans la perspective du décrochage scolaire, puisque des millions ont été investis en recherche sur cette question, mais plutôt pour observer ce qui se passe au cours des quatre ans qui suivent l'arrêt des études au secondaire et au collégial. Il se pourrait que les jeunes ménagent des surprises dans la manière qu'ils ont d'aller chercher un complément de formation qui fait tout de même des Québécois, lorsqu'ils atteignent la trentaine, les champions des pays industrialisés quant au niveau de scolarité atteint (statistiques de l'OCDE).

L'allongement de la scolarisation profiterait cependant plus en Ontario qu'au Québec, si on en juge par les taux de chômage chez les jeunes. Un autre phénomène apparaît lorsqu'on considère les taux de chômage chez les 15-24 ans par province; il faut toutefois y mettre toutes les précautions puisque, avant 20 ans, les jeunes sont peu nombreux à être sur le marché régulier de l'emploi. Dans ce cas précis, une séparation s'opère entre, d'une part, le Québec et les provinces de l'Est où les taux de chômage sont les plus élevés et, d'autre part, l'Ontario et les provinces de l'Ouest où ils le sont le moins.

Les jeunes Québécois diffèrent quelque peu de leurs homologues canadiens dans leurs modes de vie. Ainsi, en 1996, il y a seulement dans les Territoires du Nord-Ouest qu'on retrouve une proportion aussi grande de 15-24 ans à vivre en union libre (51,0 % au Québec ; 50,5 % dans les T.N.-O.). Seul le Yukon (43,5 %) s'en rapproche. Il s'agit de moins de 30,0 % partout ailleurs au Canada, l'Ontario présentant le taux le plus faible (19,2 %). L'analyse de cette question devrait être poussée et couplée à d'autres, au modèle de décohabitation d'avec la famille d'origine, par exemple. Marc Molgat soulève plusieurs questions en rapport avec l'insertion résidentielle des jeunes, après avoir observé le phénomène en Allemagne, en Espagne, en France et au Québec. Il s'interroge entre autres sur la possibilité, dans certains contextes familiaux, de développer l'autonomie nécessaire au positionnement qu'exige la société actuelle sur le marché du travail. Les sociétés qui auraient développé des formes de soutien étatique complémentaires au soutien familial pourraient favoriser davantage le type d'autonomie nécessaire au développement de certaines caractéristiques professionnelles exigées dans le monde d'aujourd'hui (Molgat, 2000).

D'autres différences apparaissent. Par exemple, la question des modifications à la Loi sur les jeunes contrevenants par le gouvernement fédéral a suscité une grande controverse entre le Québec et le reste du Canada. Deux théories se sont affrontées : ou bien on traite les jeunes coupables de crimes graves sur le même pied que les criminels de tous âges ou bien on envisage, lorsqu'il s'agit d'un mineur, la possibilité de compter sur la réadaptation dans un établissement d'éducation plutôt que dans le système pénitentiaire. Cette controverse invitait à regarder ce qui se passait du côté de la criminalité juvénile pour voir ce qu'il en était, comme l'avait fait quelques années auparavant le Conseil permanent de la jeunesse du Québec (1995). Quelle ne fut pas la surprise de découvrir qu'il existait un deuxième mur, après celui du chômage, soit celui des taux de jeunes accusés de crime de violence grave. Le taux de crime avec violence le plus bas chez les jeunes, au-delà de l'Ontario, se situe en Colombie-Britannique où il est de 265,7 pour 100 000. Au Québec, il est de 167,7 pour 100 000, et les taux vont en diminuant jusqu'à l'Île-du-Prince-Édouard (statistiques recueillies entre 1991 et 1993 par le Conseil permanent de la jeunesse). L'approche prônée par le Québec aurait-elle des effets dissuasifs ou bien la population des jeunes Québécois serait-elle moins violente ? D'autres études seraient nécessaires pour répondre à cette question, mais ces statistiques aident déjà à mieux comprendre la différence d'orientation.

Dans le sondage Environics-CROP, une question portait sur la tolérance, en particulier la tolérance envers les immigrants. Surprise encore : la moyenne québécoise dépasse passablement la moyenne canadienne, lorsqu'on cherche à savoir si les Canadiens feraient preuve de plus de tolérance ou de moins de tolérance envers les immigrants dans l'avenir. En effet, 67 % des jeunes au Québec et 59 % dans le reste du Canada pensent que les Canadiens seront plus tolérants dans l'avenir.

Comment expliquer ces différences ? La langue n'est certes pas le seul déterminant. Mais quel est son poids ? Quel est le poids des établissements d'enseignement et de services, celui de la culture et de l'économie et celui de la place occupée sur le territoire, dans les différences observées ? Voilà des questions qui pourraient nourrir plusieurs projets de recherche à l'avenir.

Conclusion

Minorité ou majorité ? Dans l'exercice de la vie quotidienne, les jeunes Québécois, sauf exception, ne se perçoivent pas comme une minorité. C'est lorsque la langue est menacée, que l'identité nationale est remise en question et que les différences sont gommées que les passions se soulèvent et que les discours s'enflamment. On n'a qu'à penser au Sommet des Amériques au printemps 2001 où plusieurs n'ont pas hésité à descendre dans la rue pour défendre un certain droit à la différence. Jusqu'à quand et par quels moyens ce droit à la différence pourra-t-il être maintenu et défendu ?

Il faut rappeler ici l'importance des représentations dans l'orientation des choix en vue de l'action. Le fait de se représenter comme minoritaires peut

conduire à un défaitisme certain, selon la sociologie des représentations. La conclusion d'« alliances » pourrait-elle compenser ce que le nombre ne peut procurer? Le poids du nombre est-il fatalement déterminant ? Quel poids les divers déterminants tiennent-ils dans la construction identitaire ? Quelques travaux cités dans le présent article signalent, entre autres, l'effet du poids démographique des communautés minoritaires et de la forte présence des médias sur la langue d'usage.

Les comparaisons doivent se poursuivre, non seulement entre les provinces, comme Statistique Canada en offre la possibilité, mais entre minorités linguistiques majoritaires et minoritaires; il faudra aussi comparer des dimensions de la construction de l'identité collective qui ne tiennent pas qu'à la langue.

BIBLIOGRAPHIE

BERNARD, Roger (1991), *Un avenir incertain. Comportements linguistiques et conscience culturelle des jeunes Canadiens français*, Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français Inc., Livre III, 280 p.

BOILY, Claire (2000), sous la direction de Madeleine Gauthier, *Les 18-24 ans et les médias*, Sainte-Foy, Centre d'études sur les médias, 91 p.

BOILY, Claire, Luce DUVAL et Madeleine GAUTHIER (2000), *Les jeunes et la culture. Revue de la littérature et synthèse critique*, Québec, ministère de la Culture et des Communications, 93 p.

CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE (1995), *Le point sur la délinquance et le suicide chez les jeunes*, Québec, Le Conseil.

CONSEIL POUR L'UNITÉ CANADIENNE, *Destination 2025. Sondage national auprès des jeunes Canadiens*, Sondage CRIC/Destination 2025/octobre 2000, 8 p.

DUVAL, Luce et Marc MOLGAT, « Portrait des jeunes Canadiens », dans Madeleine GAUTHIER et Diane PACOM (dir.), *Regards... sur les études sociologiques sur la jeunesse au Canada*, Sainte-Foy, PUL-IQRC, à paraître.

DUSSAULT, Gabriel (1995), « La sacralité de la langue française au Québec », dans Simon LANGLOIS

et Yves MARTIN (dir.), *L'horizon de la culture : hommage à Fernand Dumont*, Sainte-Foy, PUL; document électronique consulté le 20 avril 2001, 10 p. <<http://www.bibl.ulaval.ca/doelec/pul/dumont/fdchap30.html>>

GARNEAU, Stéphanie (2000), « La mobilité géographique des jeunes au Québec. Identité et sentiment d'appartenance au territoire », mémoire de maîtrise, Sainte-Foy, Université Laval, 150 p.

GAUTHIER, Madeleine (2000a), « L'âge des jeunes, un fait social instable », *Lien social et politiques*, no 43, p. 23-32.

GAUTHIER, Madeleine (2000b), « Le Sommet du Québec et de la jeunesse vu d'à côté », dans Madeleine GAUTHIER, Luce DUVAL, Jacques HAMEL et Bjerk ELLEFSEN, *Être jeune en l'an 2000*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, p. 131-140.

GAUTHIER, Madeleine, Marc MOLGAT et Serge CÔTÉ (2001), *La migration des jeunes au Québec. Résultats d'un sondage auprès des 20-34 ans du Québec*, Montréal, INRS-Urbanisation, culture et société, 113 p.

GAUTHIER, Madeleine et Diane PACOM (dir.), *Regards... sur les études sociologiques sur la jeunesse au Canada*, Sainte-Foy, PUL-IQRC, à paraître.

JEWSIEWICKI, Bogumil et Jocelyn LÉTOURNEAU (dir.) (1998), *Les jeunes à l'ère de la mondialisation. Quête identitaire et conscience historique*, Sillery, Septentrion, 434 p.

LOCHER, Uli (1993), *Les jeunes et la langue*, Tome 1, Québec, Les publications du Québec, 200 p.

MOLGAT, Marc (2000), « L'insertion résidentielle et les théories de la "modernité avancée". Quelques enseignements de la comparaison entre quatre sociétés », *Lien social et politiques*, no 43, p. 81-91.

MOSCOVICI, Serge (1998), Entretien avec..., « Comment voit-on le monde? Représentations sociales et réalité », Paris, *Sciences humaines*, Hors-série no 21, juin/juillet, p. 11-13.

PIZZORNO, Alessandro (2000), Entretien avec..., « Identité et action collective », dans Philippe CABIN et Jean-François DORTIER, *La sociologie. Histoire et idées*, Paris, Sciences humaines éditions, p. 135-145.

POSTERSKI, Donald et Reginald BIBBY (1987), *La jeunesse du Canada. « Tout à fait contemporaine »*. Un sondage exclusif des 15-24 ans, Ottawa, La Fondation canadienne de la jeunesse.